

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique :

QUE les personnes suivantes soient nommées coroners à temps partiel, pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

- madame Joëlle Baril, médecin à Longueuil;
- madame Krystyna Pecko, médecin à Saint-Jean-sur-Richelieu;
- monsieur Christian Léger, médecin à Cowansville;
- monsieur François Prévost, médecin à Inukjuak.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51342

Gouvernement du Québec

### **Décret 217-2009, 12 mars 2009**

CONCERNANT la nomination de monsieur Claude Liboiron comme membre et président du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 5 de la Loi sur la Société du Palais des congrès de Montréal (L.R.Q., c. S-14.1) prévoit que la Société est administrée par un conseil d'administration composé de onze membres dont le président du conseil et le président-directeur général;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 6 de cette loi prévoit notamment que le gouvernement nomme le président du conseil d'administration pour un mandat d'au plus cinq ans;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 997-2006 du 1<sup>er</sup> novembre 2006, monsieur Claude Liboiron a été nommé de nouveau membre du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal, qu'il a été nommé président par intérim du conseil d'administration de cette Société en vertu du décret numéro 35-2009 du 14 janvier 2009 et qu'il y a lieu de le nommer président de ce conseil d'administration;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Tourisme :

QUE monsieur Claude Liboiron, ingénieur – développement des affaires, Teknika HBA inc., soit nommé membre et président du conseil d'administration de la Société du Palais des congrès de Montréal pour un mandat de deux ans à compter des présentes;

QUE monsieur Claude Liboiron soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51343

Gouvernement du Québec

### **Décret 218-2009, 12 mars 2009**

CONCERNANT le chemin minier de Quebec Clay Mining Limited situé sur le territoire de la Ville de Château-Richer

ATTENDU QUE le chemin minier de Quebec Clay Mining Limited, situé sur le territoire de la Ville de Château-Richer, a été approuvé comme chemin de mine en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1418 du 21 juillet 1965;

ATTENDU QUE ce chemin de mine a été acquis par le gouvernement du Québec, aux droits du ministre des Richesses naturelles, aux termes d'un acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montmorency, le 27 décembre 1965, sous le numéro 48 513;

ATTENDU QUE ce chemin de mine est sous l'autorité de la ministre des Transports en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2018 du 2 novembre 1966;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 247 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13.1), le ministre des Transports peut, avec l'autorisation du gouvernement, déclarer qu'un chemin minier n'est plus un chemin minier et qu'il peut le céder de la manière qu'il juge appropriée;

ATTENDU QUE ce chemin minier n'est plus utilisé à des fins d'exploitation minière et que la Corporation du chemin de la mine, La Ferme Kaolin inc., ainsi que monsieur Claude Cauchon et madame Renée Huot ont manifesté leur intention d'acquiescer à l'emprise de ce chemin;

ATTENDU QUE le gouvernement a autorisé, par le décret numéro 990-93 du 7 juillet 1993, le ministre des Transports à déclarer que le chemin minier de Quebec Clay Mining Limited n'est plus un chemin minier à compter de la date de cession en faveur de la Ville de Château-Richer et que cette cession n'a jamais été réalisée;

ATTENDU QUE ce chemin n'est pas requis par la ministre des Transports, ni par la Ville de Château-Richer;

ATTENDU QU'il est opportun pour la ministre des Transports de déclarer que le chemin minier de Quebec Clay Mining Limited n'est plus un chemin minier à la condition qu'il soit cédé aux susdits acquéreurs;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Transports :

QUE la ministre des Transports soit autorisée à déclarer que le chemin minier de Quebec Clay Mining Limited situé sur le territoire de la Ville de Château-Richer, tel que montré sur le plan XX80-3972-0565 préparé par Jean-François Delisle, a.-g., sous le numéro 118 de ses minutes, n'est plus un chemin minier à la condition qu'il soit cédé à la Corporation du chemin de la mine, à La Ferme Kaolin inc., ainsi qu'à monsieur Claude Cauchon et madame Renée Huot, ou leurs ayants cause;

QUE la ministre des Transports soit autorisée à signer tous les documents nécessaires à cette fin;

QUE le présent décret abroge le décret numéro 990-93 du 7 juillet 1993.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51344

Gouvernement du Québec

## **Décret 220-2009, 12 mars 2009**

CONCERNANT les prévisions budgétaires de la Régie du bâtiment du Québec pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2010

ATTENDU QUE la Régie du bâtiment du Québec a été instituée par l'article 87 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 149.1 de la Loi sur le bâtiment, la Régie soumet chaque année au ministre du Travail ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier suivant et que ces prévisions sont soumises à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QUE la Régie a soumis au ministre du Travail ses prévisions budgétaires pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2010;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ces prévisions budgétaires;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE soient approuvées les prévisions budgétaires de la Régie du bâtiment du Québec pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2010, soit un budget de revenus de 49 285 700 \$, un budget de dépenses de 49 210 700 \$ et un budget d'investissement de 872 500 \$.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51345